

ADMINISTRATION

3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

le Paria

Tribune du Proletariat Colonial

報働勞

Abonnement, Un an : 5 francs

Chèque postal : Desprès 92-22-Paris

Les derniers événements de la Tunisie martyre

Le mardi 10 février est venu devant la correctionnelle de Tunis le procès de notre camarade Finidori, gérant de l'*Avenir Social*.

Quel est le crime dont on l'a accusé, et pour quel délit on lui a infligé la peine scandaleuse d'une année de prison et 2.000 fr. d'amende ? Le colonialisme n'est pas à court de prétextes : Pour avoir reproduit une caricature du résident Saint parue dans le journal arabe *El Mounathel*, et pour avoir soutenu les grévistes indigènes de la Société des Chaux de Hammam Lif, Finidori s'est vu accusé du traditionnel « complot contre la sûreté de l'Etat » !

Non, vraiment, le sans-gêne et l'arbitraire du gouvernement dépassent la limite. Greffer une affaire politique sur des événements essentiellement économiques dénote l'hypocrisie abjecte du colonialisme français. Pour cacher le voleur on crie au feu ! On ne souffle pas un mot sur la situation matérielle des indigènes ; et, pourtant, cette situation est horrible ! Notre camarade Berthon, à son retour de Tunisie, nous l'a dépeinte. La vie des indigènes est si misérable que la grève des ouvriers de la Société des Chaux de Hammam Lif n'a pas été l'œuvre du secrétaire général de la Confédération Générale tunisienne du Travail, Mohamed Ali, ni des communistes, comme le prétendent perfidement les esclavagistes coloniaux, elle fut la conséquence logique d'une exploitation éhontée. La Société des Thermes de Hammam Lif, qui distribue de gros dividendes à ses actionnaires ecclésiastiques, accorde à ses ouvriers indigènes des salaires de famine : 6 à 7 francs pour des journées de plus de 10 heures.

Des salaires aussi misérables, avec des conditions de vie et de travail inouïes, ont seuls poussé les malheureux travailleurs à l'acte revendicatif.

Et c'est cette lutte pour l'amélioration de leur existence et celle de leurs familles qu'on brime avec tant de sauvagerie.

En effet, en vertu du décret du 15 septembre 1888, on leur défend de former des syndicats professionnels et de se réunir. Bien plus, on emprisonne les propriétaires des établissements où les grévistes se réunissent. On jette dans la rue les femmes et les enfants de ceux qui habitaient le taudis de la Société et pour les affamer, on va jusqu'à interdire les collectes destinées à les soutenir.

Voilà le libéralisme d'un gouvernement dit de gauche !

Il est vrai que les Tunisiens avaient refusé de se laisser duper par le maquignon Jouhaux et avaient déjoué les manœuvres du gouvernement qui pensait châtier leur mouvement en les incorporant dans la C. G. T. de la rue Lafayette.

La carence des réformistes, lors des assassinats de Bizerte, s'était manifestée. Les Tunisiens comprirent que leur force était en eux, la tutelle des social-traites leur serait un obstacle. Ils fondèrent, alors, leur propre C. G. T., qui sous l'impulsion de son énergique secrétaire général Mahomed Ali, groupe aujourd'hui plus de 36 syndicats.

Le capitalisme colonial s'en épouvante. Alors, pour décapiter cette organisation indigène, il emprisonne les militants ouvriers Mohamed Ali, Mokhtar El Ayari, en les faisant passer pour de dangereux nationalistes.

Ainsi l'arbitraire devient légal. La presse prostituée applaudit ; les socialistes font la conspiration du silence sur les exactions, s'indignent de l'imprudence résidentielle qui, pour condamner Finidori, a recours à ce prétexte malheureux « offense contre le représentant d'une nation étrangère ». Le tout pour eux, consiste à trouver des formules qui ne mettent pas en danger la prépondérance de leur impérialisme national. Car dans le procès intenté contre lui, Finidori fut assigné pour « offense envers un agent diplomatique d'un gouvernement étranger ».

Voilà qui n'est pas ordinaire, la France capitaliste reconnaît par là que la Tunisie est un pays souverain et libre, ainsi que le stipulent les traités de Bardo et de la Marsa ; mais alors, de quel droit s'arroge un résident « étranger » pour poursuivre Finidori, directement, sans en référer au ministre des Affaires étrangères qui, à son tour saisisse le ministre de la Justice tunisienne ?

Vraiment, les choses se passent d'une manière bizarre en Tunisie, si bien que le Résident, comme l'a dit Berthon au cours du procès et à la tribune de la Chambre, est à la fois représentant d'une puissance étrangère, ministre des Affaires étrangères et pour ainsi dire ministre de la Justice : c'est lui même, en définitive, qui se fait rendre justice par ceux-là mêmes qui sont sous ses ordres. On dirait un voleur qui s'érige en juge pour juger sa victime.

Quant aux traités, malgré toute leur solennité, on prétend dessus.

Celui du Bardo spitule bien dans son article 2 : « Que l'occupation devait cesser lorsque les autorités militaires françaises et tunisiennes auraient reconnu, d'un commun accord que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre. » Mais ce traité n'est qu'un chiffon de papier !

Et, quand Berthon, se basant sur le réquisitoire du Procureur de la République qui reconnaissait l'autonomie de la Tunisie, et sur les documents diplomatiques que Jules Ferry a transmis en 1881, rappela à la Chambre qu'aux termes du traité du Bardo, la France n'avait en Tunisie qu'un droit, celui de partir, toute la clique, Morinaud en tête, hurla. Cela se comprend. Nous n'avons aucune illusion sur la politique d'un gouvernement capitaliste, fut-il des plus démocratiques, à l'égard des peuples coloniaux.

Est-ce que l'arrivée au pouvoir du Bloc des Gauches a changé, tant soit peu, les procédés ignobles du colonialisme ?

Pas le moins du monde. Au contraire, ces procédés s'empirent. Nous ne nous bornons pas à flétrir les agissements d'un Résident, c'est-à-dire d'un larbin de ce régime, qui, inévitablement, se livre à la violence pour maintenir sa domination sur des peuples coloniaux, lorsque ceux-ci cherchent à se libérer de sa tutelle écrasante, mais c'est à la structure même du régime colonial que nous nous attaquerons.

Qu'on déplace ce triste sire comme on l'a fait pour le fameux Gouverneur de la Gueloupe Jocelyn Robert, et les exactions n'en continueront pas moins.

Les derniers grévistes assassinés par le capitalisme antillais en sont une preuve éloquente. Lorsqu'un scandale éclate, le pouvoir central, usant d'hypocrisie, décharge toute la responsabilité sur un fonctionnaire dont il apprécie au fond les services. Le colonialisme change ses masques démagogiques, mais sa politique reste la même : celle qui dicte la finance et la grosse industrie, celle de l'oppression et de l'exploitation des indigènes.

Et c'est cette politique qui est le véritable auteur de leurs soulèvements et non pas les prétendus « anti-français » communistes ou nationalistes.

Les assassinats de Bizerte ont donné naissance à la C. G. T. tunisienne.

L'emprisonnement des militants tels que Mohamed Ali, Mokhtar El Ayari, Mahmoud Kabadi, Ali Gabsi, Mohamed Ganouchi, et tout ce complot ridicule monté de toutes pièces pour condamner Finidori n'ont servi qu'à montrer aux Tunisiens la stupidité d'un gouvernement qui a recours à tous les expédients pour échapper à la faillite. Le communisme qu'il agit comme un épouvantail, à chaque tentative d'émancipation des masses coloniales, loin de les éloigner, les rassemble autour de son drapeau. L'attitude sincère des communistes tel que Finidori, qui malgré toutes les persécutions du capitalisme continuait à répandre au sein des opprimés les principes et les mots d'ordre de la III^e Internationale, et à lutter pour la libération des peuples ne peut que provoquer la sympathie des masses coloniales et les attirer dans la voie révolutionnaire.

Les manifestations grandioses des indigènes qui se sont déroulées autour du Palais, après le verdict, la foule des Tunisiens criant avec enthousiasme : « Vive le Communisme ! », c'est là un signe éloquent du réveil de la plèbe coloniale. Et, le communisme vivra.

EI, DJAZAIRI.

CONDOLEANCES

Nous avons appris tardivement la mort de Marcel Spielmann, fils de notre vaillant camarade Victor Spielmann, directeur du *Trait d'Union* d'Alger.

A notre camarade et à sa famille, cruellement éprouvés, le *Paria* et l'*Union Intercoloniale* envoient leurs fraternelles condoléances.

Aux Abonnés ! Aux Lecteurs !

La modicité de nos ressources pécuniaires nous a mis dans l'impossibilité de faire paraître notre journal régulièrement.

En vous présentant toutes nos excuses, nous vous informons que l'abonnement annuel est désormais de 5 francs au lieu de 3, et nous vous demandons, une fois de plus, de nous envoyer des subsides.

Camarades, abonnez-vous ! Souscrivez ! si vous voulez que « Le Paria » vive.

Chèques postaux c/c 92-22 Paris, au nom de Desprès Ernest.

Les élus musulmans manœuvrent

Les bourgeois musulmans d'Alger, élus grâce à l'influence du gouvernement, au Conseil municipal et au Conseil général, viennent de lancer un manifeste à la population musulmane pour protester contre la circulaire du ministère de l'Intérieur réglementant l'exode des travailleurs indigènes en France.

Ce manifeste demande également l'égalité du service militaire entre indigènes et européens.

Nous sommes d'accord quant à la protestation, mais la trouvons bien tardive. Mon Dieu ! nous sommes à la veille des élections, et ces messieurs commencent leur battage électoral.

« La population musulmane veut continuer à faire son devoir pendant la paix comme elle l'a fait pendant la guerre », écrivent-ils dans leur appel.

Imbéciles !

Ces larbins du colonialisme ignorent-ils donc que, pendant la guerre, tout bon musulman priait tous les jours pour la défaite de l'impérialisme qui s'est emparé de son pays ? Nul n'ignore que, pendant que les jeunes indigènes étaient conduits à la mort les signataires de ce manifeste et le gros Zerouk en tête, festoyaient en compagnie de quelques négriers du gouvernement général. Ces individus se sont attachés à faire envoyer les jeunes travailleurs au front, et ils ont usé de leur influence pour faire exempter du service les jeunes bourgeois fils de leurs parents ou de leurs amis.

Ces mêmes larbins de la haute finance algérienne, nous les retrouvons (le gros Zerouk et ses amis étaient pilotés par le non moins gros Bentami) en délégation à Paris, pour demander la prorogation de l'indigénat. Presque tous ont reçu des décorations, symbole de leur trahison.

Jamais bourgeoisie n'est tombée plus bas que la bourgeoisie indigène : elle a perdu jusqu'à la dignité et la fierté qui sont célèbres dans la race musulmane.

Devant les bandits du colonialisme, ils courbent l'échine et deviennent leurs serviteurs dans les sales besognes.

Mais les élections approchent, et, comme la majorité de la population musulmane les tient pour des vendeurs, ces messieurs, d'accord avec le gouvernement, ont miné de défendre les intérêts de la population indigène pour assurer leur réélection.

La manœuvre est connue de fil blanc : les électeurs musulmans tiendront compte des antécédents notifiés des candidats : ils se souviendront, surtout, que les signataires de ce manifeste ont travaillé plus ou moins à l'exil de l'émir Khaled, et leur infligeront la leçon qu'ils méritent.

Les indigènes savent maintenant où sont leurs véritables défenseurs. A la Chambre, face à la réaction déchaînée, nos camarades ont exprimé le sentiment du peuple musulman en proclamant l'indépendance des colonies.

Dans les meetings, les militants de la C.G.T.U. et du Parti Communiste ont affirmé la solidarité du prolétariat européen avec les peuples opprimés.

Dernis assez longtemps, nous nous sommes élevés contre la circulaire du ministre du Bloc des Gauches : dans un grand nombre de meetings, nous avons réclamé l'abolition de l'indigénat ; nous continuerons à exiger l'émancipation de nos frères.

BELKACEM.

MEURS DE COLONIALISTES

« C'est un grand honneur pour notre peuple que d'avoir à sa tête un gouverneur tel que M. le docteur Cognacq ». Ainsi s'exprimait un de ces Canards annamites subventionnés par les négriers de la Cochinchine. Ce n'est pas l'opinion de tous les Annamites, car avoir la mentalité d'un Cognacq et se prétendre le bienfaiteur des indigènes c'est le comble du cynisme.

En effet, il y a quelques mois, la limousine, dans laquelle se trouvait ce triste sire a renversé, et grièvement blessé, une femme annamite. Alors, on a vu le secrétaire du Cognacq en question (car Cognacq ne s'est même pas dérangé, la vie d'une femme indigène, ça ne compte pas), prendre dans sa poche un billet de 10 francs, le jeter sur le corps de la malheureuse femme, remonter dans la voiture et filer à tout allure. Malgré l'indignation publique, la presse coloniale n'a pas soufflé mot, sauf un journal assez courageux, *la Cloche fêlée* » a relaté ces faits. Aussitôt l'administration a entrepris de telles manœuvres contre lui, qu'il dut disparaître quelques temps après.

Le sinistre Cognacq était vengé. Ce fait démontre combien les larbins de la haute finance coloniale ont peu de considération pour la vie de leurs esclaves.

Il est vrai que le colonialisme n'est pas à un assassinat près, c'est au nom de la civilisation. Tous les gouvernements coloniaux se valent, tous sont plus ou moins responsables de meurtres collectifs ou individuels, aussi les peuples qui subissent leur tyrannie, ne manqueront pas de leur demander des comptes un jour.

Le Proletariat annamite se rend bien compte que le colonialisme loin d'être la civilisation, c'est l'oppression même.

Pour son émancipation, il s'organisera solidement ; pour son indépendance, en brisant ses chaînes, il chassera Cognacq et toute la clique de négriers de son espèce.

AHMED.

Sun-Yat-Sen est mort

Saluons la dépouille de l'homme qui a délivré 400 millions de ses compatriotes d'une tyrannie de plusieurs siècles, du héros qui a défendu son pays contre la ruée des impérialismes mondiaux.

Avec Sun-Yat-Sen, les peuples asiatiques ont perdu un ami, et la Révolution russe, un admirateur.

**

L'année dernière, à Tokio, Sun préconisa « l'Union des peuples de l'Asie » ; la veille de sa mort, il envoya un message à la République des Soviets ; son testament politique est un cri de lutte contre tous les ennemis de la Chine.

La résurrection de la Chine, l'union des peuples de l'Asie entre eux et l'union des peuples de l'Asie avec le prolétariat du monde : tel fut, en effet, le rêve triplement grandiose, pour lequel Sun-Yat-Sen a sacrifié les joies de l'existence : fortune, santé, famille, bien-être, et pour lequel Sun-Yat-Sen est mort, âgé de 56 ans.

**

Mais voici que le grand rêve de Sun marche vers la réalisation pratique. Une autocratie millénaire est renversée. A la « terreur » des Asiatiques, succède leur « effervescence ». Un parti politique, le « Komintang », dont l'aile gauche est communiste, dont Sun est le créateur et le chef, a réussi, en dépit de tous les impérialismes, à prendre les pouvoirs dans la Chine du Sud et jeter à Canton les bases d'une Fédération de l'Asie.



SUN-YAT-SEN

Le discours de Tokio a retenti dans le Pacifique et il n'est pas téméraire de penser que la bonne parole de Sun a contribué à rappeler le Japon à son intérêt véritable, à son devoir et à sa mission : « L'Asie aux Asiatiques. »

N'est-ce pas à l'instigation de Sun que la Chine a reconnu les Soviets ? Lorsque le *Vorosky* est venu mouiller à Canton, il fallait voir avec quel enthousiasme, le gouvernement de Sun et la jeunesse chinoise accueillait l'équipage de la marine rouge.

La Russie, à son tour, prend la défense de la Chine. C'est la seule puissance occidentale, comme l'a déclaré Sun lui-même, qui soutienne le peuple chinois contre les impérialismes.

**

Faut-il rappeler aux Annamites que c'est dans la Chine du Sud que ceux d'entre eux qui ont pris volontairement le chemin de l'exil, qui ont tout sacrifié de ce qui leur fut cher dans le pays qui les a vu naître, afin d'échapper au spectacle douloureux de l'Annam asservi ; que tous ceux-là, dans la Chine de Sun-Yat-Sen, ont trouvé un refuge pour abriter leur misère et un foyer pour entretenir leur foi et leur espérance !

A nos Ng. thuong-Hien, à nos Cuong-Dé, à nos Pham-bô-Châu, Sun tendit une main fraternelle et c'est une des raisons pour lesquelles la clique coloniale française lui garde rancune par-delà la tombe. Le député de Cochinchine, le gouverneur de l'Indochine lui-même n'ont-ils pas poussé leur ressentiment au point d'accuser Sun de complicité dans l'attentat de Canton ?

**

Pendant ces derniers temps, la presse bourgeoise n'a cessé de crier à l'alliance du péril jaune au péril rouge, et lorsque la nouvelle de la mort de Sun-Yat-Sen s'est répandue dans le monde, la même presse ne se sentait plus de joie.

C'est donc que Sun n'a pas vécu en vain.

**

Au moment où les impérialismes en Chine s'approprient à déclencher une guerre mondiale, beaucoup plus désastreuse que celle de 1914, le seul moyen qui puisse conjurer le péril, c'est de continuer l'œuvre de Sun en Extrême-Orient.

Aux Annamites, en particulier, deux tâches internationales incombent immédiatement (ces tâches n'évaluent pas les tâches nationales mais complètent celles-ci) :

1° Combiner leurs efforts avec ceux du

« Komintang », en vue de se débarrasser d'un ennemi commun : l'impérialisme français, lequel, après avoir conquis l'Indochine, voudrait s'en servir comme d'un poste pour envahir la Chine. Demain, si par malheur, la guerre du Pacifique éclate, Annamites et Chinois auront à se battre entre eux au profit de la clique coloniale française qui cherche toujours à diviser pour régner. Mais si les Chinois et les Annamites étaient unis, ils pourraient arriver à transformer la guerre impérialiste en guerre d'indépendance.

2° Se rallier à l'Internationale Communiste, en passant par le Parti Communiste français. Seul de tous les partis de la métropole, le Parti Communiste prépare activement la révolution à la fois en France et dans les colonies. Il veut la destruction totale et immédiate du régime capitaliste et, par suite, du colonialisme que ce régime engendre.

La « politique d'association » qui, dans le fond, respecte le colonialisme, bien qu'elle prétende le modifier dans la forme, n'est qu'une chimère, une utopie enfantine : jamais le voleur ne s'associera avec le volé, sinon pour le voler encore.

**

Vive l'union des peuples asiatiques !
Vive la fraternité des races !
Vive la mémoire de Sun-Yat-Sen !
Le groupe annamite de l'Union Intercoloniale et de la Fédération de l'Asie.

BANDITISME COLONIAL

Les indigènes de Boghar sont chassés de leurs terres

Un ukase du gouvernement général de l'Algérie vient d'être publié pour annoncer l'expropriation de plusieurs centaines d'indigènes et de leurs familles habitant la commune de Boghar (arrondissement de Médéa).

Cette expropriation d'un millier d'hectares de terres ancestrales aura lieu le 15 février. Elle est « officiellement annoncée comme étant, soi-disant « d'intérêt public » et elle doit être appliquée par l'administration dix jours après la publication de l'ukase.

Pour justifier sa brutalité, le gouvernement colonial donne le prétexte suivant : il veut abréger les formalités concernant la purge hypothécaire et hâter le paiement des indemnités (et quelles misérables indemnités ! revenant aux malheureux dépossédés. Et voilà pourquoi il ordonne la prise de possession d'urgence !... Quel cynisme !

Cette expropriation sera un démenti accablant pour tous ceux qui s'obstinent à beugler « l'œuvre civilisatrice » de l'impérialisme français. Demain les esclavagistes officiels de la III^e République viendront fêter le centenaire de la conquête de l'Algérie et ne manqueront pas de clamer que la colonisation apporte du bien-être aux indigènes.

Mais les indigènes, eux, savent que depuis 1830, si plusieurs gouvernements ont défilé, les méthodes de colonisation n'ont pas changé, et ces méthodes dépassent en horreur celles du Féodalisme Turc lui-même qui, s'il prélevait de lourds impôts, respectait au moins les biens « Habous » et les terres des paysans arabes.

L'expropriation des arabes de Boghar édifia aussi toutes les dupes qui ont encore des illusions sur le pacifisme et le libéralisme d'un gouvernement du Bloc bourgeois de gauche.

Si, dans la métropole ce bloc utilise l'étiquette démocratique pour recueillir sa clientèle électorale et pour accomplir sa vile fonction de larbin du capitalisme, aux colonies il jette son masque. Là-bas, le capitalisme apparaît sans fard et dans toute sa hideur, sous n'importe quel gouvernement !

Quant à nous, nous ne cesserons de divulguer et de flétrir les crimes de la colonisation. Nous les dirons bien haut dans nos réunions et à la tribune du Parlement. Demain, si les indigènes spoliés se révoltent, il faudra approuver leur légitime défense et les soutenir.

Tous les négriers de l'impérialisme : administrateurs, financiers, industriels, journalistes prostitués, parlementaires peuvent hurler contre le communisme et la propagande bolcheviste ; par leurs exactions et leur politique de vol, ils se font d'eux-mêmes nos meilleurs propagandistes.

A leurs calomnies, à leurs dévotions démagogiques de Liberté, de Civilisation, et autres grâces métaphysiques, nous répondrons par des mots d'ordres précis et corrects ; comme celui que Lénine avait lancé dans la Russie pour la libérer du tsarisme et du capitalisme : « La Terre aux paysans ! »

EL DJAZAIRI.

LA RÉVOLTE DES ESCLAVES

En Indochine

M. Bardez, administrateur des services civils au Cambodge, a été assassiné par des indigènes, au cours d'une « tournée d'inspection » qu'il fit dans la province de Kompong-Chhang.

Deux hommes de son escorte eurent le même sort.

Les émeutiers étaient conduits par un Cambodgien nommé Néoli. Ils avaient été jetés, en prison, récemment par l'administrateur Bardez.

Tout ceci rappelle étrangement la grande révolte de Thai-Nguyen (Tonkin), qui éclata en 1917 ; on sait que cette dernière révolte avait été provoquée par l'administrateur tontonnien Darles, et que les « rebelles » n'étaient autres que les indigènes innocents que M. Darles avait mis en cellule, et qui ont réussi à forcer les portes de la prison et à attaquer plusieurs provinces.

A la Réunion

Un groupe d'indigènes armés ont attaqué deux gendarmes. Les agresseurs menaient l'attaque en criant : « Il faut en finir avec ces sales Zorois ».

Les zorois, ce sont les Français de la Métropole.

Au Maroc

Casablanca, 20 avril. — « Le poste français d'Ouled-Kacem est encerclé par des Riffains.

« Au cours d'un conseil qui se tint aussitôt à l'état-major, les décisions nécessaires furent prises. Des renforts ont été dirigés sur le front nord.

« De son côté, le gouverneur de l'Algérie a envoyé quatre bataillons dans la région touchée.

Est-ce enfin le prétexte tant désiré par les traîneurs de sabre de Lyauté pour ouvrir les hostilités contre la République du Rif ?

En Tunisie

Le 21 mars, pour protester contre les premières décisions de la Commission des Réformes, les indigènes ont observé une journée de deuil. A Bizerte, à Soda El Khemis, à Tunis, les magasins, les ateliers et les échoppes ont été fermés.

Dans les colonies portugaises

Lisbonne, 22 avril. — Le ministre des colonies vient d'être informé par le gouverneur de l'Afrique Occidentale Portugaise que les indigènes de Galahad, de Chamhabenquo et de Bolima se sont révoltés.

Des troupes et un avion de bombardement ont été envoyés sur les lieux.

Dans les colonies anglaises

On annonce de Bloemfontein que lundi dernier des troubles sérieux ont éclaté dans les quartiers indigènes. La police a tiré sur une foule de 4.000 hommes.

Selon les derniers renseignements officiels

Mancœuvres indigénophobes

A la suite des bagarres électorales qui se sont produites le 23 avril, rue Dramont, dans le 18^e arrondissement, entre fascistes et communistes, et qui avaient été provoquées par les premiers, M. P. Taittinger, un des chefs fascistes, monte à la tribune de la Chambre et s'écrit :

« Les assassins étaient encadrés par des étrangers, des Kabyles, des Annamites armés ! » Et puis, d'un air mystérieux, il raconte que le courrier de la Ligue des Patriotes était volé chaque jour par un jeune Annamite logé chez la concierge, qui portait les lettres à l'humanité et faisait de l'argent on ne sait quoi.

M. Vianegary, lui, insulte les Algériens, les Tunisiens et les Marocains.

Enfin, un journal policier qui s'intitule la Liberté, et qui compte parmi ses plumes le pirate Outrey, publie ceci :

« Parmi ces bandes, on ne compte d'ailleurs qu'une minorité de Français : la plupart sont des anarchistes italiens ou espagnols, des Russes en grand nombre, des Bulgares, des Allemands, enfin des Kabyles, des Chinois, des Annamites, écume de toutes les nations et de toutes les émeutes.

Depuis des mois et des mois, le Parti communiste français, grâce aux subsides de Moscou, entretient en une sorte de demi-solde tous ces volontaires de la guerre civile et du pillage. Ils vivent dans des boîtes de la banlieue, parqués comme des bêtes, des bêtes de proie, toutes prêtes à se lancer à l'assaut des riches quartiers de Paris, pour le vol (sic), le sac et la tuerie.

Nous voilà bien fixés sur les sentiments qu'on éprouve à notre égard. Annamites et Kabyles sont des bêtes d'étrangers, non plus des « protégés » français, des « Français » d'outre-Mer, comme on nous avait fait croire de tout temps et notamment pendant la guerre où nous avons été appelés en France, en masse et de force, pour défendre une mère-patrie qui n'est point la nôtre, puisqu'il est dit que nous ne sommes pas Français.

Jésuites !

Un Canard

Il s'appelle le Nouveau Siècle — et il prétend nous attaquer. Ecoutez-le :

« Le secrétaire général du Secours international ouvrier, nommé Mountzenberg, a récemment transmis aux communistes français des sommes importantes « destinées, dit le journal danois Extra Bladet, à développer la propagande communiste aux colonies ».

Un rapport officiel du gouvernement des Soviets constate que le mouvement s'étend peu à peu du Maroc aux possessions françaises en Algérie, où la lutte sera longue et pénible ? On dit que « la propagande a eu un réel succès parmi les garnisons, dont la résistance aux actions révolutionnaires sera ainsi moins grande » et que la propagande communiste dans les colonies françaises est confiée à un comité spécial dirigé par Doriol, Treint et Lounion ? Enfin, de l'argent étranger est versé à ce comité. » (Nouveau Siècle, 23-4-25.)

Un grand Révolutionnaire hindou

M.-N. ROY

Il fut expulsé de France, au début de cette année, par le gouvernement Herriot, sous l'ordre de l'Angleterre, pendant que deux de ses compatriotes, réfugiés politiques, furent chassés de Pondichéry.

Nous publions aujourd'hui quelques extraits d'un article que Fouladi Ali Kemal a consacré à Manabendra-Nath Roy.

Roy fut jeté en prison, il y a longtemps, en 1915, quand, encore très jeune, il prenait une part active de révolutionnaire ardent dans le mouvement pour la libération politique de l'Inde. Dans tous les pays que Roy a parcourus dans sa vie mouvementée de militant de grande envergure — les pays de l'Extrême-Orient, l'Amérique, le Mexique, et ensuite l'Allemagne, la Suisse, et maintenant la France — l'impérialisme anglo-saxon l'a poursuivi obstinément pas à pas, tantôt en envoyant à ses trousses une misérable bande d'espions et d'agents provocateurs, tantôt cherchant son expulsion ou son emprisonnement par une pression politique — tout ceci rappelle les plus odieuses méthodes de l'Ohlana tsariste dans sa persécution des révolutionnaires russes.



MANABENDRA-NATH ROY

Ce fut Roy qui a donné pour la première fois une expression politique — et, en l'occurrence dramatique — aux forces objectives de révolte dans l'Inde, quand, en 1922, il intervint au Congrès National Hindou en un manifeste révolutionnaire qui était une mise au point marxiste de la lutte historique des peuples opprimés en Orient pour leur indépendance politique. Les années à venir montreront peut-être que le manifeste de Roy de 1922 est autant un point historique de départ pour l'Inde que le manifeste communiste de Marx et d'Engels de 1848 l'était pour l'Europe.

Roy dit, dans son manifeste, entre autres choses, que :

« La lutte pour la liberté du peuple hindou est une part intégrale de la lutte du prolétariat international contre la domination capitaliste, en ceci que son succès renversera un des plus puissants piliers du monde capitaliste. Les révolutionnaires nationalistes de l'Inde devraient donc, non seulement donner la main aux ouvriers et paysans hindous, mais établir des relations étroites avec le prolétariat avancé du monde. Dans ces temps d'impérialisme monopolisateur, les peuples assaillis, dans leur lutte pour la liberté, doivent avoir la coopération d'une organisation internationale du prolétariat révolutionnaire. Les communistes combattront côte à côte avec les nationalistes révolutionnaires et seront toujours trouvés aux premiers rangs. »

S'adressant aux hindous blanquistes, Roy les exhorta ainsi :

« Braves patriotes, ne gaspillez pas votre énergie en terrorisme futile. Votre noble idéalisme et votre esprit invincible demandent un plus vaste champ d'action. L'organisme d'une société subjuguée et exploitée depuis des siècles est surchargé de matériaux inflammables qui, une fois allumés par des directives révolutionnaires, feront sauter les chaînes de l'esclavage. L'explosion dynamique des forces sociales est beaucoup plus puissante que celle des bombes. L'action révolutionnaire des masses prolétaires libérera l'Inde. Organisons et dirigeons cette action ! »

Ces directives de Roy constituent un danger bien plus grave pour l'impérialisme britannique que la politique de Gandhi le pacifiste et de C. R. Das, le parlementaire. Mais il n'était pas absolument nécessaire de la part de M. Herriot de montrer un tel zèle pour la sûreté de l'empire britannique et de refuser à Roy le droit d'asile politique en France.

ALI-KEMAL FAULADI.

AUX INDES

Une grève vient d'éclater aux Indes, 40.000 ouvriers des chemins de fer du nord-ouest ont cessé le travail. La police attaque les ouvriers en grève à coups de matraque. Les femmes et les enfants ont été jetés hors de leurs maisons. Les directeurs des chemins de fer refusent d'entrer en pourparlers avec le Comité exécutif de l'Union des cheminots, disant que cette Union est inexistante.

L'attitude de la police et des chefs des compagnies a soulevé l'opposition de la population. A noter que les ouvriers en grève ont dû intervenir eux-mêmes pour rétablir l'ordre.

COLONIAUX !

« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL. LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

NG. AI-QUAO.

TRIBUNE DE L'INDOCHINE

Au moment où le gouverneur Merlin quitte l'Indochine, il convient de jeter un coup d'œil sur l'œuvre dévastatrice qu'il a accomplie dans notre pays. Nous commençons par les inondations. En effet, si l'Indochine a été ravagée par les inondations, la faute n'en est pas seulement aux éléments, mais aussi au gouvernement qui n'avait pas songé à construire des digues.

Dieu sait pourtant si les impôts rapportent en Indochine ! Les indigènes en sont écrasés.

Au Laos

Vientiane a été isolée du monde pendant deux mois entiers, il s'en fallait de peu qu'elle ne manquât de pain et de riz. Les eaux ont monté jusqu'à deux mètres dans les rues. Sept dixièmes des récoltes ont été perdus dans la province de Vialiane, deux tiers à Cammois et la moitié à Savannakhet, et à Bassac. De nombreuses victimes.

Au Cambodge

Plusieurs routes ont été coupées. Phnom-Penh s'est trouvé isolé des environs.

En Annam

La province de Quinhon a été particulièrement éprouvée. Les lignes télégraphiques ont été arrachées et les routes coupées. 1.467 personnes ont été tuées ; 3.000 bœufs ou buffles, 20.000 porcs ont été noyés ; 20.152 maisons ont été détruites ; 385 jonques ou sampans ont disparu.

Les pertes se sont évaluées à plusieurs millions de piastres (la piastre vaut 10 fr. environ).

Au Tonkin

La dernière crue du Fleuve Rouge a été parmi les plus fortes et les plus longues que l'on ait vues. A Hanoi, les eaux ont été pendant quarante-sept jours au-dessus de la cote 9, et vingt-deux jours au-dessus de la cote 10 ; c'était un véritable désastre. Il a fallu dépenser 175.000 francs pour construire une digue plus solide, 160.000 francs pour les réparations des ouvrages d'arts et des bâtiments. Les dégâts causés à l'agriculture portent, à Bac Ninh, sur 7.000 hectares et sont évalués à 440.000 francs ; à Hanoï, sur 53.000 hectares et sont évalués à 3.640.000 francs et à Hung-Yen, sur 64.000 hectares et sont évalués à 4.348.000 francs.

Au total, les inondations de 1924 ont coûté à l'Indochine 120 millions de francs de dégâts et 2.000 morts.

Comment prévenir le retour de pareilles catastrophes ?

Dans une séance de la Commission permanente du Conseil, le gouverneur a promis de prendre des mesures nécessaires ; il a même élaboré plusieurs projets de constructions et de consolidation de digues. Les 20

millions d'Indochinois n'ont plus qu'à attendre l'exécution de ces projets.

Mais, sait-on si ce sera pour demain ou jamais ?

NG. THUONG.

Avis aux Indochinois

Le 23 avril, à l'occasion de la discussion sur le budget des Colonies au Sénat, M. Gaudin de Villaine a dit :

« Si vous n'êtes pas résolu à défendre l'Indochine, vendez-la ! »

Voilà qui est net et juste. Les 20 millions d'Indochinois en prendront acte ! Ceux d'entre eux, à qui l'on avait fait croire que leur pays a besoin de la protection du drapeau tricolore pour être à l'abri des invasions chinoises, siamoises, japonaises, américaines, hindoues, malaises, voire germaniques et turques, ne goberont plus cette farce. Ils verront clair comme le jour que la France, loin de vouloir les « protéger », songe tout bonnement à les vendre comme du bétail.

Que reste-t-il donc aux malheureux Indochinois ? A se défendre eux-mêmes ! Mais, pour cela, il leur faudra tout d'abord se débarrasser de l'impérialisme français qui a bel et bien envahi leur pays depuis bientôt un demi-siècle, et qui fait tout pour les empêcher de respirer et de vivre. L'obstacle une fois franchi, l'entrave ôtée, l'indépendance reconquise, alors les Indochinois, qui ne sont pas précisément des sauvages, ni des imbéciles, auront vite fait d'élever leur pays si vaste, si peuplé et si riche, à la hauteur d'une grande nation moderne, capable de se faire respecter elle-même dans le monde.

**

UN CANARD

Il s'appelle le Courrier Colonial (une feuille de chou qui a eu l'audace de provoquer le Paria à plusieurs reprises), et voici le fait sensationnel qu'il rapporte à l'usage de ses lecteurs :

« Des Russes introduisent des armes en Indochine »

« Le tribunal de Haiphong a cherché à noyer à un navigateur russe qui avait introduit des armes et des munitions au Tonkin.

« Au cours des débats, on a appris que récemment deux Russes, habillés en gendarmes, avaient réussi à débarquer à Haiphong 2.000 cartouches et 40 revolvers.

« On soupçonne que, pour trois Russes pris en flagrant délit de contrebande d'armes, il en est d'autres qui ont été plus heureux.

« On n'est pas éloigné de croire que l'on se trouve en présence d'une organisation dont l'objet est d'introduire des armes dans notre colonie. »

NG. the TRUYE!

L'exploitation des Indigènes

CHEZ RENAULT

Dans l'immense forteresse que ce grelin de Renault possède à Billancourt 27.000 hommes et femmes sont honteusement exploités. Dans ce nombre figurent 3.000 parias coloniaux ; ils subissent un sort encore plus misérable. Pourquoi ?

Parce que la majorité de mes camarades algériens sont moins instruits. Et Renault en profite pour les faire travailler à des salaires plus bas.

J'ai fait un petit tour au bureau d'embauche que se trouve sur le quai de Billancourt, plus de 100 Algériens se trouvaient là. Ils discutaient ; j'entrai en conversation avec eux et je sus le mécontentement qui régnait parmi eux. Tout à coup, la porte de la prison s'ouvrit, et ils entrèrent dans le bureau.

Là on demande leurs papiers, les plus coûteux sont acceptés. Puis, un jeune garçon de bureau les emmène dans un local pour les photographier.

On donne ensuite, à chacun d'eux, un numéro matricule (car la forteresse Renault est une succursale de la préfecture de police). Le prix d'embauche de ces travailleurs algériens est de 1 fr. 85 à 2 fr. 10 l'heure. Je me suis glissé parmi les ouvriers et j'ai fait un tour aux forges et aux fonderies.

Beaucoup de mes compatriotes mangeaient leur maigre repas, assis à même le sol. Ils m'ont dit : « Tu vois, personne ne veut faire le travail que nous faisons, c'est nous les moins payés. Quand on va demander de l'augmentation, les chefs nous répondent : « Faites 11 heures ou 12 heures, vous gagnerez votre journée. »

Pour subvenir aux besoins de nos familles, qu'on a laissées en Algérie, on est obligé de s'incliner, car tout est cher.

Je leur répond : « Pourtant, pendant la guerre, nous étions égaux avec nos frères français pour aller nous faire tuer, pour la défense des assassins capitalistes. Vous voyez, camarades, ce ne sont pas les ouvriers français qui sont vos ennemis, ce sont les patrons qui vous exploitent ensemble.

« Pour briser vos chaînes et revendiquer votre droit de « Travail égal, salaire égal », il faut entrer dans les syndicats révolutionnaires et au Parti communiste, les seules organisations de classe. »

Et les camarades me promirent leur adhésion à la C.G.T.U. et au P.C.

Je leur ai dit au revoir et je suis sorti discrètement pour ne pas me faire remarquer des flics du forban Renault.

SAID, Manœuvre.

Des Munitions pour le « Paria »

LISTE DE SOUSCRIPTION

Ng. the Vinh..... 5
T. V. 1.000

EN SYRIE

Le soi-disant Parlement du Grand-Liban avait autorisé le gouvernement à suspendre les journaux dont la propagande pourrait troubler l'ordre impérialiste.

A propos de cette mesure de l'impérialisme français, nous recevons le télégramme suivant :

« Les douze journaux soussignés, émus d'apprendre que, sur les instances du gouverneur du Grand-Liban, M. Cayla, et pendant l'absence du Conseil représentatif, un nouvel arrêté a paru, autorisant la suspension des journaux par mesure de gouvernement, avec des sanctions excessives et simultanées contre le propriétaire, le directeur et l'imprimeur ;

« Protestent contre des mesures despotiques contraires aux principes de la France libérale ;

« Sollicitent qu'il soit sursis à l'exécution de ces mesures, et qu'une commission d'enquête soit envoyée pour mettre fin à la situation critique due à la politique du gouverneur, M. Cayla ;

« Suspendent provisoirement pendant huit jours leur publication en protestation.

« Beyrouth, le 24 avril. »

(Suivent les signatures des douze journaux.)

La légitime protestation des journaux libanais confirme une fois de plus que l'impérialisme français est toujours prêt à piétiner les principes de « démocratie » desquels le gène. Les signataires de la protestation faisant appel à la « France libérale » seront sous peu déçus dans leurs espérances.

En France, comme dans le monde entier, il n'y a que le prolétariat et son Parti communiste qui prennent la défense de tous les opprimés et soutiennent les peuples coloniaux dans leur lutte pour l'indépendance totale et immédiate.

EN PALESTINE

Un des plus grands commis-voyageurs de l'impérialisme anglais, lord Balfour, s'il faut l'appeler par son nom, s'était avisé de faire une tournée de réclame en Palestine. Mal lui en prit ! Son arrivée à Damas provoqua une émeute formidable.

Dans les journées du 8 et du 9 avril, plus de 6.000 musulmans huèrent et sifflèrent le pauvre lord. Une véritable bataille s'engagea alors, entre la foule des manifestants et la filouterie française qui mit tout zèle à défendre l'hôte anglais et qui fut secondée par des pompiers, par 2 compagnies de chasseurs à pied, 2 pelotons de spahis et 8 auto-mitrailleuses. Et même, des avions survolèrent la ville et des tanks parcoururent les rues. Coups de poing, coups de crosse ; des pierres, des balles ; des cris, du sang. Un spahi fut arraché de son cheval et assommé à coups de matraque. Un cocher fut abattu par une balle... Au total : 3 tués dont 1 officier.

30 blessés dont 2 officiers et 8 soldats. Quant à lord Balfour, il s'était enfermé dans une chambre de l'Hôtel Victoria avec sa femme, pendant les deux jours d'émeute ; au troisième jour, tous deux quittèrent Damas, dès l'aube et incognito.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imprimerie Française (Maison J. Dangou)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, Imprimeur.

Le Gérant : Léopold MESNARD.